

## Veille d'actualité du troisième trimestre 2021 Pas de vacances pour l'énergie: Monde, Europe, France

**MONDE : Agence internationale de l'énergie (AIE) :** Après les études publiées au second trimestre : « global energy review » prévoyant une hausse de 4,5% des émissions de CO2 en 2021, effaçant la chute de 2020, et « world energy outlook », scénarios permettant d'atteindre la neutralité carbone, l'AIE publie en août une étude sur l'électricité. La consommation augmente rapidement : 5% en 2021, après une chute de 1% en 2020, puis 4% en 2022. Les énergies renouvelables (ENR), dont la croissance est rapide, 7%, 8%, 6% en 2020, 2021, et 2022, ne couvrent que la moitié de cette croissance, l'autre moitié l'est par les fossiles, + 3,5% en 2021 et +2,5% en 2022, surtout le charbon, encouragé par la hausse significative du prix du gaz.

**Préparation COP 26 :** Glasgow début novembre 2021 : Le GIEC a publié son rapport le 9 août ; il est de plus en plus alarmant (selon ce rapport, la valeur de 1,5°C sera dépassée probablement dès 2030 quelles que soient les mesures prises) et demande « des efforts colossaux et urgents ». Deux réunions préparatoires à la COP 26, suivant celle de juin, réunissant les ministres de 51 pays, ont eu lieu à Naples, puis à Londres du 22 au 25 juillet ; c'est un échec : la Russie, mais surtout la Chine et l'Inde refusent la proposition d'un abandon progressif d'ici 2025 du charbon pour la production électrique. Selon une étude du centre de réflexion Carbon Tracker, 30 juin, 600 projets de centrales à charbon sont répertoriés en Asie, Chine pour 368, Inde, Indonésie, Japon, Vietnam. Le 22/09, la Chine a accepté de ne plus construire de centrales charbon en dehors de son pays ; très insuffisant.

**Chine :** après la reprise en exploitation de 38 mines de charbon, la Chine y ajoute en août 15 de plus, et augmente le nombre de ses centrales au charbon ; 57% de son électricité provient du charbon ; les raisons sont un différend commercial avec l'Australie, grand exportateur, une hausse importante du prix du charbon importé, 30% à 138 \$/t, et les besoins en hausse permanente en électricité ; la pénurie menace et a déjà conduit à des arrêts de fourniture.

Par ailleurs, la Chine met en route un marché carbone gigantesque sur ses 7 marchés régionaux, inspiré du modèle européen, accessible aux seuls producteurs d'énergie ; les industries de l'aluminium et du ciment suivront, puis l'acier ; le coût de départ est très bas, 5 €/T, pour plus de 50 en Europe, qui marque son insatisfaction.

**EUROPE : L'Union européenne** a dévoilé son plan de bataille pour le climat, le 14 juillet. Résumé très rapide : il durcit les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2030, en passant de -40% à -55%, et passer de 32% d'ENR en 2030 à 40%. Le transport n'est pas oublié : toutes les voitures neuves devront être à émissions nulles à partir de 2035, ce qui exclut les hybrides. Le marché du carbone devra être étendu au transport et au chauffage des bâtiments ; les importations d'acier, d'aluminium, de ciment, d'engrais, d'électricité, devront être taxées en fonction de leur contenu carbone ; 3 milliards d'arbres résistant aux conditions climatiques devront être plantés d'ici 2030.

**FRANCE : Eolien Offshore,** sacré « deuxième axe prioritaire de notre stratégie des ENR » par notre premier ministre le 28 août. Le premier serait le solaire, absorbant les 2/3 des 25 milliards d'Euros attribués. Le bois est complètement oublié, alors que la volonté d'accélérer le label bas carbone est officiel et s'appliquer en priorité à la forêt : « le reboisement constitue le premier thème d'action contre le réchauffement climatique du label bas carbone ». L'agriculture suit, puis l'habitat. Un plan d'action a été lancé, visant notamment

l'accélération de la diminution des particules issues du chauffage au bois en relation notamment avec les préconisations de l'Organisation mondiale de la santé concernant la pollution par les particules fines.

**Prix du gaz et de l'électricité:** flambée du prix du gaz pour les tarifs réglementés : 10% en juillet, 5,3% en août, 7,9% en septembre ! Pour la suite, le gouvernement a annoncé des mesures d'apaisement. Ce prix intervient pour 33% du prix aux consommateurs, avec 29% de taxes et 38% de stockage et distribution. La demande forte en Asie, la limitation des fournitures de Gazprom, la reconstitution des stocks pour l'hiver, le prix du pétrole, voilà quelques raisons. Flambée aussi sur l'électricité en Europe et un peu moins en France, grâce au nucléaire suite à la hausse du prix carbone sur le marché européen ; ces deux flambées font découvrir au public, et aux médias, la réalité des conséquences de la décarbonation, pourtant encore faible. Les médias prédisent une baisse future, peut être sur le gaz, mais sûrement pas sur l'électricité.

**Engie :** poursuite du recentrage stratégique ; après les filiales de service SUEZ, EPS, GTT, Endel, vente engagée sur 11,5% de son réseau de transport pour 1,1 milliard d'euros, puis de ses activités de service de Equans, créée en juin et réunissant des services de toute nature pour un prix estimé à environ 6 milliards d'euros.

**EDF :** EDF retrouve de l'air grâce à la forte hausse des prix de l'électricité, conséquence de la reprise économique et le prix du marché carbone, atteignant 60€/MWh. Pour en profiter sûrement, une hausse sensible des tarifs réglementés sera nécessaire. Exemple de prix de gros de l'électricité le lundi 6 septembre, journée très ensoleillée, mais peu de vent : les prix minimaux en pleine nuit et à midi étaient supérieurs à 100€/MWh, et les prix maximaux en début et fin de journée ont dépassé 200€/MWh, 230 pour la Belgique suivie par l'Allemagne et la Hollande, et de l'ordre de 140 pour la France, plus stable. EDF vend toujours sa production « Accès Régulé de l'Electricité Nucléaire Historique » (ARENH), environ 25%, à 42€/MWh ! Suite à une expertise positive de la taxonomie du nucléaire du CCR-Centre Commun de Recherche- de mars 2021, une deuxième expertise a confirmé la première, début juillet : le nucléaire devrait entrer dans le club des énergies décarbonées dans la taxonomie de l'Union européenne.

**Totalenergies :** retour fracassant en Irak pour un ensemble de projets pétroliers, gaziers et solaire pour 27 milliards de dollars : projet d'eau de mer, dessalement et transport par pipe et injection pour tripler la production de champs de pétrole ; station de production de gaz naturel, par récupération dans 5 gisements utilisée pour une centrale au gaz, et enfin un projet solaire de 1000MW. L'Irak dépend de l'Iran pour 30% de ses besoins de gaz pour la production électrique, spécialement en été, avec des interruptions fréquentes.

Bruno Wiltz 01/10/2021